

Communiqué de presse – Vendredi 6 octobre 2017

La Ville de Paris et la Ville de Saint-Denis condamnent la propagande haineuse et discriminatoire de CitizenGo

Depuis le 3 octobre, un bus de l'association CitizenGo arpente les rues de Paris et de villes d'Ile-de-France contre « la théorie du genre ». La Ville de Paris et la Ville de Saint-Denis réproouvent fermement cette propagande.

Un bus de l'organisation CitizenGo circule dans les rues de Paris depuis le 3 octobre dernier, avec pour objectif de dénoncer à nouveau une prétendue « théorie du genre » qui serait enseignée dans le programme scolaire de nos écoles. Le bus va circuler jusqu'au 9 octobre, en passant par des villes d'Ile-de-France comme Saint-Denis.

Sur ce bus peuvent être lus des slogans comme « Non à l'enseignement du genre à l'école » ou encore « La théorie du genre, elle n'existe pas et pourtant elle revient ». Sous couvert de vouloir « protéger les enfants » et alerter les parents sur une théorie qui serait enseignée, la fondation CitizenGo agit en dehors de tout cadre légal pour imposer au travers de ce bus des messages de haine et de désinformation. De la remise en cause du droit à l'IVG en passant par le mariage défini sur leur site comme étant « l'union entre un homme et une femme », CitizenGo ne vise qu'à propager une vision obscurantiste de la société.

La Ville de Paris et la Ville de Saint-Denis condamnent fermement cette initiative, et tiennent à réaffirmer leur soutien et leur engagement auprès des associations qui se battent chaque jour pour faire respecter les droits des personnes LGBTI. Elles revendiquent de participer à la déconstruction des stéréotypes de genre qui sont souvent le prétexte aux discriminations et violences les plus graves que ce soit à raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Pour Hélène Bidard, adjointe à la Maire en charge de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains, « nous continuerons au contraire de soutenir des actions, dans les écoles, les universités, l'espace public, qui s'inscrivent dans une logique de prévention de ces actes et d'incarnation du pacte républicain. » Ce propos est partagé par Laurent Russier, Maire de Saint-Denis.